

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 14–16 février 2011

PROJETS DE PROGRAMMES DE PAYS

Point 7 de l'ordre du
jour

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.1/2011/7/3

14 janvier 2011

ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE PROGRAMME DE PAYS CAMBODGE 200202 (2011–2016)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB*: M. K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Bangkok (Asie)

RÉSUMÉ

Le Cambodge enregistre une croissance économique remarquable depuis le milieu des années 90 et a fait de grands progrès s'agissant de réduire la pauvreté dans le pays. Il n'en reste pas moins que la prévalence de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition demeure élevée, 18 pour cent de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté alimentaire et le taux de malnutrition chronique atteignant 40 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans. L'accès à une alimentation suffisante et diversifiée reste très problématique pour les plus vulnérables. Cela étant, le Cambodge possède aussi des atouts pour surmonter ces difficultés: les projections de croissance économique sont optimistes, la productivité agricole s'accroît et le pays s'est doté d'un programme d'intervention énergique dans le domaine de la sécurité alimentaire, la protection sociale ayant été élevée au rang de haute priorité nationale.

Appuyant les efforts menés par les pouvoirs publics pour remédier aux problèmes de sécurité alimentaire, le programme de pays met l'accent sur les dispositifs de protection sociale fondés sur l'alimentation dans les secteurs de l'éducation, de la nutrition, et des avoirs productifs et de l'appui aux moyens de subsistance. Ces interventions bénéficieront de l'expérience et de l'avantage comparatif du PAM pour que soient obtenus des résultats plus durables dans le domaine de la sécurité alimentaire, à la faveur d'activités à fortes retombées qui recourent à la fois à des moyens traditionnels et à des outils novateurs reposant sur des modèles plus durables. Dans ce contexte, le PAM effectuera trois grandes transitions pendant la durée du programme de pays, du redressement au développement, de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire, et du rôle d'agent d'exécution à celui de catalyseur de solutions à plus long terme gérées par le pays dans le domaine de la sécurité alimentaire.

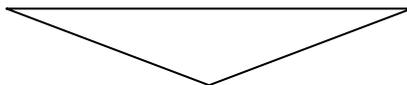
Les objectifs du programme de pays sont les suivants: i) améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et des communautés les plus vulnérables de façon à constituer un capital social et des avoirs matériels à plus long terme; ii) créer des modèles et des capacités qui favorisent les systèmes durables de sécurité alimentaire. Ces objectifs sont conformes aux résultats escomptés du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

Le programme de pays concerne les Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 du PAM¹, et contribue aux objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du Cambodge.²

¹ Objectif stratégique 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition; Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

² Objectifs du Millénaire pour le développement du Cambodge 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2 – Rendre l'enseignement primaire (neuf ans) universel; 3 – Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; 4 – Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans; 5 – Améliorer la santé maternelle; 6 – Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; et 7 – Préserver l'environnement.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du projet de programme de pays Cambodge 200202 (2011–2016) (WFP/EB.1/2011/7/3), lequel requiert 137 586 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 131,9 millions de dollars É.-U., et autorise le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations formulées par le Conseil.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

1. Après des décennies de conflit et d'instabilité, le Cambodge a progressé depuis le milieu des années 90, passant d'une situation de fragilité au stade d'économie émergente dynamique de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Il enregistre depuis 1993 une croissance économique annuelle remarquable de 8 pour cent en moyenne, avec une forte réduction du taux national de pauvreté, passé de 47 pour cent en 1993 à 30 pour cent en 2007. Toutefois, pendant la même période, les inégalités se sont accentuées³, et les disparités socioéconomiques se sont creusées, notamment entre les zones rurales et les zones urbaines. En 2010, le Cambodge occupait le 124^e rang sur 169 pays au classement de l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement.
2. Le Cambodge a fait des progrès considérables sur la voie de la réalisation de ses objectifs du Millénaire pour le développement 4, 6 et 9⁴. Les objectifs 2 et 3 exigent encore beaucoup d'attention, et de gros problèmes se posent pour ce qui est des objectifs 1, 5 et 7, ce qui nécessite de lourds investissements.⁵
3. Depuis la fin des années 90, le Cambodge produit un excédent de riz⁶, mais l'insécurité alimentaire et la dénutrition demeurent très répandues. Le Gouvernement estime que 18 pour cent de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté alimentaire, et selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 22 pour cent des habitants seraient sous-alimentés⁷. Une enquête nationale effectuée en 2008 auprès des ménages a constaté une prévalence de près de 40 pour cent du retard de croissance et de près de 30 pour cent de l'insuffisance pondérale⁸.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

4. L'accès insuffisant aux vivres est un facteur important d'insécurité alimentaire au Cambodge. La malnutrition est également liée au fait que la population n'a pas accès comme elle le devrait à une alimentation suffisante et diversifiée, à l'inadéquation des services sanitaires, à l'insalubrité et aux pratiques en matière de soins maternels et d'alimentation des enfants. Le bilan commun de pays effectué en 2009 pour le Cambodge a révélé qu'en dépit d'une production nationale de riz excédentaire et de marchés opérationnels, les ménages avaient toujours du mal à accéder à l'alimentation principalement du fait de la faiblesse du pouvoir d'achat. Les ménages ruraux consacrent environ 70 pour cent de leur revenu à la nourriture⁹. La faiblesse de leur pouvoir d'achat pousse les ménages à adopter des stratégies de survie préjudiciables pour répondre à leurs besoins alimentaires, comme modifier leurs habitudes de consommation au profit de produits alimentaires moins chers et moins nutritifs, réduire la ration alimentaire, accroître

³ Le coefficient de Gini de distribution des revenus est passé de 0,35 à 0,43 entre 2004 et 2007.

⁴ En 2003, le Cambodge a défini ses propres objectifs du Millénaire pour le développement et cibles afin de mieux tenir compte de la situation du pays. Objectif 9: Procéder au déminage, éliminer les munitions non explosées et venir en aide aux victimes.

⁵ Gouvernement royal du Cambodge. État d'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement (projet) 2010. Phnom Penh.

⁶ Le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche a fait état d'un excédent de production de 3,1 millions de tonnes de riz non décortiqué en 2009/2010.

⁷ FAO. Profil de pays – Cambodge, 2010 (établi à partir de données de 2005–2007).

⁸ Ministère de la planification. 2008. Étude anthropométrique au Cambodge. Phnom Penh.

⁹ PAM. 2008. Analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité au Cambodge.

les migrations saisonnières et le travail des enfants, déscolariser les élèves, s'endetter plus lourdement et contribuer au déboisement⁹.

5. Il est ressorti de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité effectuée par le PAM en 2008 que 11 pour cent de la population étaient exposés à l'insécurité alimentaire, proportion atteignant 18 pour cent en période de soudure. L'analyse a confirmé la corrélation entre la sécurité alimentaire, la prospérité, les moyens de subsistance, la possession d'avoirs et la taille du ménage. Les ménages exposés à l'insécurité alimentaire présentent souvent les caractéristiques suivantes: ils ne possèdent pas de terres, ou leurs terres sont peu fertiles (45 pour cent des ménages ruraux), ils ont tendance à dépendre de la seule agriculture (le riz représente 80 pour cent de la production agricole et 8 pour cent seulement des cultures sont irriguées), et ils ont peu de possibilités d'emplois rémunérés en espèces (il s'agit en général d'emplois occasionnels saisonniers salariés).
6. C'est principalement en milieu rural que sévit la faim au Cambodge; 92 pour cent des ménages en situation d'insécurité alimentaire vivent dans les campagnes. La répartition géographique de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle varie selon les provinces et les zones écologiques. D'après la Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire PAM/FAO pour 2007, 10 des 24 provinces cambodgiennes étaient exposées à l'insécurité alimentaire chronique¹⁰, et selon l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2008, les zones écologiques du Tonle Sap et du plateau étaient les plus rudement touchées par l'insécurité alimentaire. Neuf des 14 provinces que comptent ces deux zones affichent une prévalence du retard de croissance de plus de 40 pour cent⁸.
7. Le Cambodge est très exposé aux chocs climatiques et subit régulièrement des inondations et des sécheresses qui nuisent au développement économique et humain. Comme l'on prévoit pour l'avenir des conditions météorologiques plus instables et plus extrêmes, la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles risquent fort de s'accroître, ce qui pourrait avoir de graves répercussions sur la sécurité alimentaire.

Santé et nutrition

8. Le Cambodge affiche un taux de mortalité infantile élevé, avec 83 décès pour 1 000 naissances vivantes, ou encore 30 000 décès d'enfants de moins de 5 ans par an. La dénutrition est la cause d'environ 35 pour cent des décès dans ce groupe d'âge¹¹.
9. La dénutrition reste un problème majeur de santé publique. Chez les enfants de moins de 5 ans, 39,5 pour cent souffrent de malnutrition chronique (retard de croissance), 28,8 pour cent d'insuffisance pondérale et 8,9 pour cent de malnutrition aiguë (déperissement)¹². Les régimes pauvres en vitamine A, en fer, en zinc et autres micronutriments essentiels sont courants, plus de 65 pour cent de l'apport calorique provenant de céréales, principalement

¹⁰ Note: en 2008, l'expression "insécurité alimentaire chronique" a été supprimée de la Classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire et remplacée par "insécurité alimentaire modérée/limite".

¹¹ Black, R.E., Allen, L.H., Bhutta, Z.A., Caulfield, L.E., de Onis, M., Ezzati, M., Mathers, C., Rivera, J., *et al.* pour le Groupe d'étude sur la dénutrition maternelle et infantile. 2008. Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences (La dénutrition maternelle et infantile à l'échelle mondiale et régionale et ses répercussions d'ordre sanitaire). *The Lancet* 371 (9608): p. 243 à 260.

¹² Ministère de la planification, 2008. Étude anthropométrique au Cambodge. Selon la classification de l'Organisation mondiale de la Santé, les niveaux de retard de croissance et d'insuffisance pondérale sont donc "graves", pratiquement "critiques", et les niveaux de déperissement "graves".

le riz blanc poli. La prévalence de l'anémie est grave dans tous les groupes de population¹³. La mortalité maternelle est élevée, avec 472 décès pour 100 000 naissances vivantes.

10. Les données issues de la surveillance par réseau sentinelle font apparaître une baisse régulière de la prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 49 ans, qui est passée de 2 pour cent en 1998 à 0,7 pour cent en 2009. En 2010, selon les estimations, le pays comptait 58 000 personnes vivant avec le VIH (PVVIH), dont 40 000 suivaient un traitement antirétroviral.

Éducation

11. Le Gouvernement a fait d'importants progrès pour ce qui est de rendre l'enseignement primaire universel, atteignant un taux net officiel de scolarisation de 95 pour cent¹⁴. Des progrès ont aussi été réalisés quant à la réduction des inégalités entre les sexes, le rapport filles/garçons étant passé de 0,87 en 2001 à 0,91 en 2010.
12. Toutefois, en moyenne, sur 10 enfants qui entrent en primaire, 6 seulement restent scolarisés jusqu'à la sixième année d'études; dans les zones rurales écartées, la proportion tombe à 3 sur 10¹⁴. Le Cambodge enregistre l'un des taux d'abandon les plus élevés de l'Asie de l'Est¹⁵ et la plus forte proportion d'enfants de 10 à 14 ans économiquement actifs de la région¹⁶.
13. Le taux brut de scolarisation en primaire au Cambodge, qui est de 125 pour cent, met en évidence le grave problème que pose le nombre d'enfants ayant dépassé l'âge scolaire dans le système éducatif¹⁴. Près de 90 pour cent de tous les enfants du primaire sont plus âgés que la normale, principalement du fait qu'ils sont scolarisés tard¹⁷. Les enfants plus âgés que la normale sont plus susceptibles de travailler, ce qui crée un cercle vicieux entre le faible taux de fréquentation et les taux élevés de redoublement et d'abandon.

Politiques du Gouvernement royal du Cambodge

14. La politique publique, qui a été profondément remaniée, donne la priorité à la bonne gouvernance et au développement socioéconomique. Le Plan national de développement stratégique pour 2009–2013 décrit comment le Gouvernement entend parvenir à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement du Cambodge et à réduire la pauvreté. Ce Plan prévoit de remédier aux problèmes en matière de sécurité alimentaire au moyen d'investissements intersectoriels visant à améliorer l'accès aux vivres tout en donnant la priorité à la création de dispositifs de protection sociale, dont certains fondés sur l'alimentation. La sécurité alimentaire et la nutrition sont aussi prises en compte dans le Cadre stratégique pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2008–2012) et la Stratégie nationale en matière de nutrition (2009–2015). La Stratégie nationale en matière de protection sociale¹⁸ précise la nouvelle approche suivie par le Gouvernement pour

¹³ Soixante-deux pour cent des enfants de moins de 5 ans, 47 pour cent des femmes en âge de procréer et 57 pour cent des femmes enceintes. Ministère de la planification. 2005. Enquête démographique et sanitaire au Cambodge. Phnom Penh.

¹⁴ Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. 2010. Système d'information sur la gestion de l'éducation, 2009–2010.

¹⁵ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). 2010. Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, 2009. Paris.

¹⁶ Étude interinstitutions sur l'impact de la hausse du prix des produits alimentaires sur le travail des enfants au Cambodge, mai 2009.

¹⁷ Éducation pour tous – Rapport mondial de suivi 2009. *Vaincre l'inégalité: l'importance de la gouvernance*. UNESCO, p. 74.

¹⁸ Cette stratégie n'a pas encore été approuvée.

harmoniser et étendre la portée du dispositif de protection sociale et pour faire en sorte que la plupart des interventions tiennent compte de l'insécurité alimentaire et de la nutrition.

15. Fortement tributaire de l'aide publique au développement, le budget annuel alloué par le Gouvernement aux secteurs sociaux axés sur le développement, s'il reste stable, n'en est pas moins inférieur aux moyennes régionales¹⁹. Peu de ressources de base sont affectées aux programmes de sécurité alimentaire ne relevant pas du secteur agricole ou aux interventions en matière de nutrition. Toutefois, le Gouvernement accueille avec satisfaction l'assistance internationale à l'appui de la création de capacités, de modèles et de systèmes nationaux susceptibles de déboucher sur des solutions globales et durables aux problèmes de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition.

COOPÉRATION PASSÉE ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

16. Le PAM, qui est au Cambodge depuis 1979, a réuni des connaissances étendues sur la sécurité alimentaire des ménages, accumulé une expérience importante sur le terrain et noué des relations étroites avec le Gouvernement et un éventail d'autres partenaires coopérants. Ces avantages comparatifs sont renforcés par la fiabilité des chaînes d'approvisionnement en ressources et une solide connaissance des marchés de produits alimentaires.
17. Depuis la fin des années 90, le PAM prête assistance chaque année en moyenne à 1 million de Cambodgiens frappés par l'insécurité alimentaire dans des zones très exposées à cet égard, à la faveur de l'alimentation scolaire, d'activités Vivres contre travail (VCT) et de l'appui aux groupes vulnérables, y compris aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, aux enfants de moins de 2 ans, aux ménages touchés par le VIH et aux patients atteints de tuberculose. Il a toujours travaillé en étroite collaboration avec les autorités nationales et locales, les partenaires coopérants et le secteur privé.
18. Depuis 2008, 500 000 élèves bénéficient chaque année de l'alimentation scolaire. L'évaluation d'impact effectuée en 2010 a permis de constater que l'alimentation scolaire incitait les parents à envoyer leurs enfants à l'école, réduisait le recours à des mécanismes de survie dangereux grâce au transfert de valeur, et contribuait à améliorer l'état nutritionnel des écoliers. Elle a notamment recommandé de développer le programme de rations à emporter conformément à la Stratégie nationale en matière de protection sociale, de poursuivre les projets pilotes d'enrichissement des aliments qui augmentaient la valeur nutritionnelle du panier alimentaire, de resserrer les partenariats pour assurer la prestation de programmes de soutien généraux, et de continuer les efforts tendant à renforcer les capacités nationales et à mettre en place des modèles durables²⁰.
19. Une évaluation à mi-parcours du programme de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI) menée en 2010 a donné d'importantes indications de l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants ciblés, de l'accroissement de la fréquentation des services prénatals, de l'augmentation du nombre d'accouchements pratiqués dans des centres de santé, et de l'accélération de la récupération des mères après l'accouchement dans les zones où le programme était mis en œuvre. L'intervention a aussi stimulé les programmes de nutrition à l'échelle communautaire, contribuant à articuler les apports complémentaires des organisations non gouvernementales (ONG) qui étaient des partenaires coopérants avec ceux des services sanitaires locaux. L'évaluation a recommandé que l'on s'efforce

¹⁹ Ministère de l'économie et des finances; indicateurs du développement dans le monde.

²⁰ Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire au Cambodge (WFP/EB.1/2011/6-B).

d'inscrire les interventions dans la durée grâce à un partenariat accru, une plus grande harmonisation avec les stratégies nationales en matière de nutrition, des liens plus étroits avec les dispositifs de protection sociale et l'élaboration d'un aliment complémentaire enrichi produit localement et d'un coût abordable.

20. Les activités VCT engagées au milieu des années 90 ont permis de construire et de rénover les infrastructures des communautés rurales, dont plus de 10 000 kilomètres de routes de desserte, soit plus d'un tiers du réseau routier tertiaire national. Le PAM a aussi élaboré des normes, dont des normes de travail, et des outils de gestion désormais utilisés par le Gouvernement et d'autres organismes pour les programmes de travaux communautaires à forte intensité de main-d'œuvre. Une mission d'évaluation préalable des activités VCT effectuée en 2010 a confirmé que les interventions du PAM assuraient une protection sociale et renforçaient la résistance des communautés aux chocs grâce à la création d'avoirs. La mission a noté la nécessité d'améliorer le ciblage et les modalités opérationnelles pour accroître la participation des personnes extrêmement pauvres. Elle a aussi recommandé que le portefeuille de projets VCT soit élargi pour tenir davantage compte de la thématique des changements climatiques.
21. Les marchés et le secteur privé jouent un rôle important dans la fourniture de services. En achetant des produits alimentaires au Cambodge par appel à la concurrence, le PAM appuie les marchés locaux et fait profiter directement les producteurs et les négociants. Les évaluations récentes des marchés effectuées par le PAM ont montré que les marchés de produits alimentaires étaient fonctionnels et bien intégrés dans la plupart des régions du pays. Autrement dit, les systèmes reposant sur les transferts monétaires ou les bons d'alimentation sont de plus en plus adaptés au Cambodge et devraient y être mis à l'essai.

ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

But et finalité

22. La vision à long terme du PAM est de permettre à tous les Cambodgiens d'avoir accès à tout moment à des produits alimentaires en quantité suffisante et diversifiés répondant à leurs besoins nutritionnels. Elle nécessite des investissements intégrés et intersectoriels dans de solides systèmes de sécurité alimentaire qui peuvent être entièrement gérés par les pouvoirs publics, la société civile, le secteur privé et les collectivités. En mettant particulièrement l'accent sur la protection sociale pour les plus vulnérables, le PAM vise à appuyer la création de systèmes de sécurité alimentaire viables tout en répondant aux besoins immédiats en matière de sécurité alimentaire au moyen de modèles durables.
23. Le programme de pays a deux objectifs:
 - **À l'échelle des bénéficiaires:** appuyer et renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et des collectivités les plus vulnérables de façon à constituer un capital social et des avoirs matériels durables.
 - **À l'échelle des systèmes:** construire et renforcer des modèles et capacités qui favorisent l'établissement de systèmes de sécurité alimentaire viables.

24. Le programme de pays appuie les effets directs 1, 2 et 5 du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2011–2015²¹ et les Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 du PAM.
25. En s'appuyant sur les atouts et l'expérience du PAM, et en s'adaptant au contexte dynamique du Cambodge, le programme de pays amènera progressivement le PAM à assurer trois transitions:
- i) **Du redressement au développement.** Ce premier programme de pays quinquennal fait suite à plusieurs programmes de secours et de redressement et tient compte du niveau de stabilité et de sécurité atteint dans le pays.
 - ii) **De l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire.** Le PAM aura recours aux transferts monétaires et aux bons d'alimentation, en plus des transferts de vivres classiques.
 - iii) **Du rôle d'agent d'exécution à celui de catalyseur en faveur de la prise en main par le pays des différentes modalités et des capacités nationales.** Le PAM orientera ses travaux vers l'élaboration de solutions au problème de l'insécurité alimentaire viables à plus long terme et gérées par le pays.

Composantes du programme

26. Les composantes du programme de pays sont des domaines où le PAM a des atouts reconnus, à savoir des dispositifs de protection sociale axés sur l'alimentation dans les secteurs de l'éducation, de la nutrition ainsi que des avoirs productifs et de l'appui aux moyens de subsistance. Elles s'appuient sur l'expérience accumulée, tiennent compte des enseignements tirés des évaluations et tirent parti des consultations menées avec le Gouvernement et les partenaires. Elles s'efforcent d'atteindre à la fois des résultats positifs dans le domaine de la sécurité alimentaire et des objectifs de développement plus vastes²². L'importance et la portée de chaque composante dépendent de la disponibilité de chaque partenaire, de l'efficacité des chaînes d'approvisionnement, des possibilités d'intégration interne et externe, de la valeur que le PAM pourrait ajouter à chaque secteur et de la conformité aux priorités et stratégies de l'administration publique et des partenaires.
27. Faisant fond sur l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2008 et les mises à jour de la Classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire, le PAM concentrera ses interventions dans les provinces où la prévalence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition est élevée et qui comptent le plus grand nombre de ménages exposés à l'insécurité alimentaire²³. Le PAM ciblera aussi les bénéficiaires à l'échelle des districts et des communes en utilisant une modélisation statistique recoupée avec la base de données communales du Cambodge. À l'échelle des ménages, les outils d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité seront utilisés en consultation avec les autorités locales, les représentants communautaires et les partenaires coopérants, qui aideront le Programme à identifier les personnes les plus vulnérables. À

²¹ Effets directs du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD): 1: Un plus grand nombre de personnes bénéficient de la croissance économique et y prennent part; 2: Un plus grand nombre d'hommes, de femmes, d'enfants et de jeunes bénéficient d'un accès équitable à la santé et à l'éducation; 5: Un plus grand nombre de personnes, notamment parmi celles qui sont pauvres et vulnérables, bénéficient de programmes améliorés de protection sociale et de sécurité sociale [...].

²² Par exemple, grâce aux bourses d'aide alimentaire, les ménages exposés à l'insécurité alimentaire ont moins recours à des mécanismes de survie dangereux, et ce dispositif va dans le sens des priorités fixées par les pouvoirs publics en matière d'éducation et de protection sociale.

²³ Le PAM mettra initialement l'accent sur 12 provinces et pourrait à terme œuvrer dans d'autres provinces exposées à l'insécurité alimentaire.

l'appui des efforts déployés par le pays pour consolider les mécanismes de ciblage des activités de protection sociale, le PAM s'emploiera à harmoniser ses outils de ciblage avec le système utilisé par le Gouvernement pour répertorier les ménages démunis (dit "ID Poor").

28. Le PAM continuera à collaborer avec les ministères responsables de l'exécution. La protection sociale est un domaine intersectoriel dans lequel le PAM ajoute de la valeur en adaptant la fourniture de services aux populations exposées à l'insécurité alimentaire, tout en l'améliorant. Tout en partageant les enseignements tirés des travaux sur le terrain et du suivi et de l'évaluation des programmes, et en s'appuyant sur les connaissances réunies dans ce cadre, le PAM travaillera avec ses homologues pour améliorer les politiques et programmes nationaux de sécurité alimentaire et renforcer les institutions nationales et infranationales ainsi que les systèmes nécessaires à la mise en œuvre de solutions nationales au problème de la faim.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE			
Composante	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
1 – Éducation	966 717	953 027	*1 919 744
2 – Nutrition	98 638	150 042	248 680
3 – Avoirs productifs et appui aux moyens de subsistance	333 974	333 982	667 956
TOTAL	1 399 329	1 437 051	*2 836 380

* Y compris 119 712 bénéficiaires qui recevront des transferts monétaires.

⇒ Composante 1 – Éducation

29. L'éducation permet d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et constitue l'un des investissements les plus opérants à long terme dans le domaine de la sécurité alimentaire²⁴. L'évaluation d'impact ayant confirmé les résultats positifs du programme d'alimentation scolaire au Cambodge, le PAM maintiendra l'éducation comme principale composante de son portefeuille de projets.
30. Au titre de la composante Éducation, le PAM favorisera la sécurité alimentaire et la fréquentation scolaire en fournissant des petits-déjeuners nourrissants et des bourses d'aide alimentaire ciblées²⁵. Il appuiera aussi les priorités du Gouvernement en matière d'éducation²⁶ pour promouvoir le développement du jeune enfant et la scolarisation à l'âge voulu, réduire les taux d'abandon et inciter les enfants à terminer leurs études primaires.
31. Un programme de bourses d'aide alimentaire permettra aux enfants des ménages vulnérables dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire de bénéficier de la protection sociale dont ils ont besoin. Le programme de pays fera de l'éducation un point de départ

²⁴ Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M. and Drake, L., 2009. "Rethinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development, and the Education Sector" (Repenser l'alimentation scolaire: filets de protection sociale, développement de l'enfant et éducation nationale), Chapitre 3. Washington, PAM et Banque mondiale.

²⁵ Les "bourses d'aide alimentaire" sont des rations à emporter.

²⁶ Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Plan stratégique pour l'éducation et Plan d'appui au secteur de l'éducation. Phnom Penh.

pour la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire dans le cadre de la Stratégie nationale en matière de protection sociale.

32. Le PAM continuera à améliorer l'efficacité, l'efficience et l'harmonisation avec les systèmes nationaux. Il collaborera avec les fournisseurs locaux de produits alimentaires et étudiera la possibilité d'utiliser des aliments enrichis produits localement pour améliorer l'accès des enfants aux micronutriments.
33. Suivant le modèle employé par le Gouvernement en matière de bourses, le programme de pays expérimentera l'utilisation d'espèces à la place de bourses d'aide alimentaire. Les résultats des évaluations des modalités fondées sur l'alimentation et les transferts monétaires orienteront les décisions publiques concernant le développement des dispositifs de transfert appropriés dans le cadre de la Stratégie nationale susmentionnée.
34. La composante Éducation sera principalement mise en œuvre par les autorités scolaires. Elle viendra en complément de la politique scolaire adaptée aux besoins de l'enfant²⁷ du Gouvernement pour améliorer l'environnement scolaire. Chaque fois que possible, le PAM encouragera la coopération avec les communautés et les ONG pour favoriser les apports supplémentaires (matériel d'apprentissage, formation des enseignants, installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, jardins scolaires, et éducation à la santé, la nutrition et l'hygiène).

⇒ *Composante 2 – Nutrition*

35. Le Programme national de nutrition est en train d'élaborer des modèles d'intervention visant à lutter contre la dénutrition chez la mère et le jeune enfant, l'objectif étant de mettre au point une gamme complète de services en matière de nutrition dont la prestation serait assurée dans le cadre du système de santé et à l'échelle communautaire²⁸. Plutôt que de mettre en œuvre un programme d'assistance alimentaire directe à grande échelle, le présent programme de pays positionne le PAM au sein de partenariats pour établir des modèles d'assistance alimentaire durable à même de favoriser l'obtention de bons résultats sur le plan de la nutrition et de renforcer les connaissances constituées pour orienter la politique nationale.
36. Suite aux échanges menés avec les homologues publics, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé, le PAM mettra l'accent sur la SNMI pour faciliter la prévention de la dénutrition chronique en profitant de la conjoncture propice qu'offre la période de 1 000 jours allant de la conception à l'âge de 23 mois. Les interventions communautaires dans le domaine de la nutrition, y compris l'alimentation de supplémentation préventive, seront définies avec les partenaires pour élargir l'accès des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants de moins de 2 ans à des produits alimentaires énergétiques et riches en micronutriments. La composante Nutrition visera aussi à promouvoir l'évolution des comportements quant aux pratiques suivies pour alimenter les nourrissons et les enfants et leur prodiguer des soins, et à encourager le recours aux services de soins de santé, y compris aux soins prénatals et postnatals.

²⁷ Devant être mise en œuvre avec le soutien technique du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'ONG.

²⁸ En collaboration avec le Gouvernement et cinq organismes des Nations Unies, le PAM poursuivra son action dans le cadre du Programme conjoint pour l'enfance, la sécurité alimentaire et la nutrition au Cambodge, d'une durée de trois ans, qui relève du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et cible les enfants de moins de 2 ans atteints de dénutrition aiguë modérée par le biais d'un programme d'alimentation de supplémentation thérapeutique dans deux provinces.

37. Le PAM travaillera avec des partenaires pour mettre au point et évaluer diverses démarches, comme les bons permettant d'obtenir des aliments composés enrichis localement et des aliments nutritifs produits localement. Il poursuivra ses projets d'enrichissement des aliments, y compris un projet pilote en cours portant sur le riz enrichi.
38. S'agissant des PVVIH, le PAM, dans le cadre du programme de pays, délaissera progressivement les transferts directs relevant d'un programme d'atténuation d'impact axé sur l'alimentation au profit du renforcement des capacités des pouvoirs publics et des ONG de fournir un ensemble de prestations en matière d'évaluation nutritionnelle, d'éducation et de soutien psychologique au titre des programmes nationaux de soins et de traitement.

⇒ *Composante 3 – Avoirs productifs et appui aux moyens de subsistance*

39. Les investissements consacrés à la productivité agricole sont une priorité de premier plan pour les pouvoirs publics comme pour les partenaires de développement. Travaillant au point d'intersection opérationnel d'un grand nombre de ces stratégies, le PAM est bien placé pour permettre aux ménages exposés à l'insécurité alimentaire de bénéficier de dispositifs de production agricole et d'initiatives intéressant la chaîne d'approvisionnement alimentaire, dans le cadre d'une démarche globale de promotion des avoirs et des moyens de subsistance. À la faveur du programme relatif aux d'avoirs productifs et à l'appui aux moyens de subsistance, le PAM fera en sorte que la production agricole locale réponde aux besoins alimentaires en adoptant une démarche globale de promotion des avoirs et des moyens de subsistance.
40. Grâce au programme relatif aux avoirs productifs et à l'appui aux moyens de subsistance, le PAM établira un système de transferts alliant des activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA) destinées aux ménages exposés à l'insécurité alimentaire à des interventions ciblées touchant l'alimentation des groupes vulnérables visant les personnes qui ne peuvent pas participer aux activités VCA en raison de handicaps physiques ou sociaux. L'articulation avec d'autres programmes productifs menés par des partenaires (concernant notamment l'acquisition de compétences pratiques, le microcrédit et l'épargne ou encore la production alimentaire familiale) offriront des possibilités de se rapprocher de l'autosuffisance.
41. Les interventions VCA offriront des possibilités d'emploi pendant la contre-saison aux ménages exposés à l'insécurité alimentaire, qui pourront ainsi participer à la création d'avoirs communautaires. Par un processus participatif, les communautés choisiront des avoirs propres à accroître la productivité agricole, à élargir l'accès aux marchés et aux infrastructures sociales et à améliorer la résistance aux chocs climatiques. Par avoirs communautaires on entend notamment les dessertes tertiaires, les canaux d'irrigation, les petits barrages et les digues, les étangs piscicoles et les plantations d'arbres.
42. Les activités VCA et l'alimentation des groupes vulnérables seront gérées en collaboration avec les conseils communaux et intégrés dans le Programme infranational de développement démocratique du Gouvernement²⁹. Les enseignements tirés du programme relatif aux avoirs productifs et à l'appui aux moyens de subsistance seront pris en compte dans le cadre de la Stratégie nationale en matière de protection sociale et devraient contribuer à l'élaboration d'un programme national viable de travaux publics³⁰.

²⁹ Par le biais des plans de développement communal et des plans d'investissement communal.

³⁰ Le PAM conservera ses moyens en attente pour les secours d'urgence en cas de chocs si le Gouvernement lui demande de prêter ce type d'assistance.

Analyse de vulnérabilité, rations et partenariats

43. Outre qu'elles ont fourni des informations indispensables au processus décisionnel du PAM, l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité permettront de dégager des informations sur la sécurité alimentaire qui seront utiles au Gouvernement, aux organismes des Nations Unies et aux partenaires de développement. Elles appuieront aussi les efforts déployés par le Gouvernement pour établir un système national de suivi de la sécurité alimentaire et créer des capacités d'évaluation de l'évolution de la sécurité alimentaire. Ces activités permettront de veiller à ce que les questions de sécurité alimentaire soient comprises de la même façon et à ce que soient fixées les mêmes priorités d'intervention.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE/TRANSFERT MONÉTAIRE, PAR COMPOSANTE

	Dollars É.-U.	Mélange maïs- soja CSB++	Sucre	Pâtes enrichies	Riz	Poisson	Huile	Sel	Haricots	Total	Total kcal/jour	% kcal d'origine protéique	% kcal d'origine lipidique
Composante 1 – Éducation													
Repas scolaires (<i>g par personne et par jour</i>)					115	15	5	3	15	153	555	10,4	15,2
Repas scolaires (<i>g par personne et par jour</i>)				90						90	560		
Garderies préscolaires (<i>g par personne et par jour</i>)				65						65	405		
Rations à emporter (<i>kg par personne et par mois</i>)					10					10			
Bourses en espèces (dollars É.-U par personne et par mois)	5									5			
Volontaires (cuisiniers/ magasiniers) (<i>kg par personne et par mois</i>)					15					15			
Composante 2 – Nutrition													
PVVIH /orphelins et autres enfants vulnérables (<i>kg par ménage et par mois</i>)					25					25			
SNMI (enfants de 6 à 24 mois, femmes enceintes et mères allaitantes) (<i>g par personne et par jour</i>)		200	25				10			235	1 077	13,4	26,7
Composante 3 – Avoirs productifs et appui aux moyens de subsistance													
Excavations/remblais/ compactages (<i>kg/ m³</i>)					3,5					3,5			
Pâturages (<i>kg/m²</i>)					0,5					0,5			
Étangs (<i>kg/ m³</i>)					4,5					4,5			
Plantations d'arbres (<i>kg/arbre</i>)					1					1			
Comité des projets VCA (pour la gestion)					3% du projet total VCA								
Alimentation des groupes vulnérables (<i>kg par ménage et par mois</i>)					25					25			

44. Les produits alimentaires ont été sélectionnés en fonction des habitudes alimentaires et culturelles et des lignes directrices et des politiques du PAM. La valeur des bourses en espèces tient compte de la valeur marchande locale de la ration à emporter.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS MONÉTAIRES ET BONS D'ALIMENTATION PAR COMPOSANTE (en tonnes)

	Composante 1 – Éducation	Composante 2 – Nutrition	Composante 3 – Avoirs productifs et appui aux moyens de subsistance	Total
Mélange maïs-soja CSB++		8 460		8 460
Sucre		1 058		1 058
Pâtes enrichies	1 126			1 126
Riz	90 476	4 770	20 039	115 285
Poisson	4 435			4 435
Huile	1 477	423		1 900
Sel	887			887
Haricots	4 435			4 435
Transferts monétaires (dollars É.-U)	2 940 000			2 940 000
TOTAL	102 836	14 711	20 039	137 586
Pourcentage des besoins totaux³¹	75 (à l'exclusion des transferts monétaires)	11	15	100 (à l'exclusion des transferts monétaires)

45. Le PAM forgera des partenariats avec les ministères de l'éducation, de la santé et du développement rural. Il continuera à contribuer au Groupe de travail technique sur la sécurité alimentaire et la nutrition présidé par le Conseil du développement rural et agricole. Il appuiera aussi le Gouvernement dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la protection sociale et dans des secteurs plus techniques comme l'enrichissement des produits alimentaires.

46. Comme il est prévu dans le PNUAD, le PAM collaborera avec d'autres organismes des Nations Unies pour établir de nouvelles aires de partenariat opérationnel et technique. Il cherchera à collaborer avec l'UNICEF, notamment pour mettre à disposition des enveloppes d'interventions essentielles pour l'éducation, la santé et la nutrition, et il travaillera avec la FAO pour fournir un appui technique et financier conjoint au Système d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Gouvernement et pour trouver des possibilités de collaboration dans le cadre du programme relatif aux avoires productifs et à l'appui aux moyens de subsistance.

47. Le PAM travaillera avec le Gouvernement à la formulation de stratégies de transfert des responsabilités pour chaque intervention. Les capacités nationales resteront un facteur déterminant dans la recherche de solutions nationales au problème de la faim. Le PAM consacrera plus de moyens à la création de capacités et de dispositifs aux niveaux national et infranational.

³¹ Produits alimentaires alloués à chaque composante, en pourcentage de la quantité totale de vivres.

GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME

48. Le Gouvernement sera le principal interlocuteur pour ce qui est du programme de pays, à l'échelle tant nationale qu'infranationale. Le PAM appuiera la gestion des programmes et la chaîne d'approvisionnement en ressources, fournira des conseils techniques, déterminera les critères à respecter et les résultats escomptés pour chaque composante, et veillera à ce que le suivi et l'évaluation soient rigoureux.
49. Pendant toute la durée du programme de pays, le PAM évaluera les effets de l'assistance alimentaire et en rendra compte en suivant une approche de la gestion institutionnelle axée sur les résultats. Des enquêtes seront menées par des experts extérieurs au début et à la fin des programmes pour chaque composante en consultation avec le bureau de pays et le bureau régional. Une évaluation à mi-parcours sera également effectuée.
50. Le bureau de pays a mis au point un vaste système de suivi des produits. Plus de 8 000 visites de suivi sont effectuées chaque année sur les sites de distribution de vivres et chez les ménages bénéficiaires, pour des vérifications par sondage. Le bureau continuera d'accroître les moyens dont disposent son personnel et ses partenaires en la matière afin que l'efficacité et l'utilité de l'assistance qu'il apporte soient bien mises en évidence.
51. Pour aider les partenaires à optimiser l'efficacité des prestations, le PAM apportera un appui technique et assurera une formation à la mise en œuvre des programmes, à la gestion des ressources et à l'établissement de rapports, et il fournira le matériel nécessaire pour cela.
52. Trois bureaux auxiliaires partageront la responsabilité de la mise en œuvre et du suivi des programmes. Conformément au Cadre de résultats stratégiques du PAM et à la stratégie de mesure des effets directs, un ensemble d'outils de suivi et d'évaluation, comprenant des listes de contrôle des visites sur place et des formulaires de compte rendu mensuel, a été mis au point pour toutes les composantes du programme.
53. Plus de 75 pour cent des produits alimentaires requis seront achetés localement et, chaque fois que possible, à des petits groupes ou coopératives d'exploitants.
54. À la faveur de sa stratégie de mobilisation des ressources, le PAM s'attachera à asseoir sa crédibilité en menant avec ses partenaires coopérants des activités de suivi bien gérées et précisément ciblées afin de faire apparaître les résultats de son action. Il continuera à s'appuyer sur les contributions de divers donateurs (contributions à emploi spécifique et financement multilatéral) et les contributions du secteur privé. Des stratégies sont en place pour mobiliser des ressources complémentaires auprès de sources de financement vertical ou de comptes de donateurs thématiques individuels ou mis en commun. En s'appuyant sur le PNUAD, le PAM continuera à rechercher les possibilités de financement conjoint.
55. Le Gouvernement, qui soutient l'action du PAM, lui fournit depuis 2007 d'importantes contributions annuelles en riz, assorties d'espèces. Le PAM s'emploiera à obtenir du Gouvernement qu'il lui renouvèle son soutien financier à un niveau plus élevé, soucieux qu'il est de forger des partenariats solides permettant de trouver des solutions nationales au problème de la faim.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET POUR LE PAM <i>(en dollars)</i>				
	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Total
Volume des produits alimentaires (en tonnes) ¹	102 836	14 711	20 039	137 586
Produits alimentaires	58 045 762	7 429 320	10 075 978	75 551 060
Transferts monétaires	2 940 000			2 940 000
Total (produits alimentaires et transferts monétaires), par composante	60 985 762	7 429 320	10 075 978	78 491 060
Transport extérieur				5 981 390
Transport terrestre, entreposage et manutention (<i>total</i>)				11 761 018
Transport terrestre, entreposage et manutention (<i>par tonne</i>)				85,48
Autres coûts opérationnels directs				7 256 920
Total coûts opérationnels directs				103 490 388
Coûts d'appui directs ²				19 789 195
Coûts d'appui indirects ³ (7,0 pour cent)				8 629 571
COÛTS TOTAUX POUR LE PAM				131 909 154

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	6 516 577
Administrateurs recrutés sur le plan national	2 296 723
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	3 034 313
Personnel temporaire	1 613 103
Consultants internationaux	865 006
Volontaires des Nations Unies	224 875
Voyages officiels du personnel	2 076 278
Total partiel	16 626 875
Dépenses récurrentes	
Location des locaux	413 400
Charges	252 500
Fournitures de bureau et autres consommables	150 000
Services de communication	347 500
Réparation et entretien du matériel	54 500
Exploitation et entretien des véhicules	1 108 020
Aménagement des bureaux et réparations	99 400
Total partiel	2 425 320
Matériel et autres dépenses fixes	
Location de véhicules	357 000
Matériel de communication	101 000
Dépenses locales de sécurité	279 000
Total partiel	737 000
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	19 789 195

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Effet direct 1 du PNUAD</p> <p>D'ici à 2015, un plus grand nombre de personnes vivant au Cambodge bénéficient d'une croissance économique de plus en plus équitable, écologique et diversifiée et y prennent part</p>	<p>1.5 Score de consommation alimentaire des ménages</p> <p>1.16 Pourcentage des enfants de 6 à 23 mois nourris au sein recevant l'alimentation complémentaire voulue</p>	<p>Risques:</p> <p>Fluctuations imprévisibles de l'économie</p> <p>Incertitude quant à l'impact des chocs extérieurs comme les catastrophes naturelles ou les chocs sanitaires de portée macroéconomique sur le revenu des habitants</p> <p>Hypothèses:</p> <p>Sortie rapide de la crise économique; stabilité économique</p> <p>Progrès importants dans la mise en place de systèmes de protection sociale</p> <p>Engagement de suffisamment de ressources publiques et de ressources fournies par des donateurs en faveur des mesures de réforme de la protection sociale</p>
<p>Effet direct 2 du PNUAD</p> <p>D'ici à 2015, un plus grand nombre d'hommes, de femmes, d'enfants et de jeunes bénéficient d'un accès équitable à la santé et à l'éducation</p>	<p>2.2 Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (poids pour l'âge < -2 SD)</p> <p>2.19 Pourcentage d'adultes et d'enfants atteints d'infection par VIH à un stade avancé recevant un traitement antirétroviral</p> <p>2.35 Taux net de scolarisation dans les établissements préscolaires (à l'échelle des États et des communautés)</p>	
<p>Effet direct 5 du PNUAD</p> <p>D'ici à 2015, un plus grand nombre de personnes, notamment parmi celles qui sont pauvres et vulnérables, bénéficient de programmes améliorés de protection sociale et de sécurité sociale pleinement intégrés dans un système national de protection sociale durable</p>	<p>5.16 Pourcentage de personnes pauvres/vulnérables qui bénéficient de dispositifs de protection sociale, ventilé par sexe, âge, zones rurales/urbaines et caractéristiques socioéconomiques</p> <p>5.7 Pourcentage du budget public alloué à la protection sociale</p> <p>5.9 Mécanismes de ciblage interinstitutions harmonisés</p>	
Composante 1: Éducation		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
<p>Effet direct 1: Amélioration de l'accès à l'éducation et mise en valeur des ressources humaines dans les écoles bénéficiant d'un appui</p>	<p>➤ Taux de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les filles et les garçons vont en classe dans les écoles bénéficiant d'un appui, en pourcentage du nombre total de jours de classe</p> <p>Objectif: enregistrement d'un taux de fréquentation d'au moins 90% dans 80% des écoles bénéficiant d'un appui</p>	<p>Stabilité économique</p> <p>Forte détermination des pouvoirs publics</p> <p>Le Gouvernement et les partenaires sont à même de fournir des ressources complémentaires</p> <p>Qualité de l'éducation suffisante à l'échelle communautaire</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Effet direct 2: Réduction de l'abandon scolaire dans les écoles bénéficiant d'un appui	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'abandon Objectif: réduction de 5% du taux d'abandon dans 80% des écoles bénéficiant d'un appui	
Effet direct 3: Accroissement du nombre d'inscriptions à l'âge voulu dans les écoles bénéficiant d'un appui	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux net d'admission: nombre de nouvelles inscriptions en première année d'études à l'âge de 6 ans, en pourcentage de la population totale de cet âge Objectif: accroissement de 5% du taux net d'admission dans 80% des écoles bénéficiant d'un appui	
Produits 1.1/2.1/3.1: Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et dans de bonnes conditions de sécurité aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non-alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus. ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues 	
Produits 1.2/2.2/3.2: Espèces distribuées en quantité suffisante et dans de bonnes conditions de sécurité aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des espèces, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Quantité d'espèces distribuées, en pourcentage des chiffres prévus 	Résultats et transparence suffisants au niveau local Capacité d'exécution suffisante à l'échelle des écoles et des communautés
Produits 1.3/2.3/3.3: Nombre d'écoles couvertes par le programme d'alimentation scolaire conformément au programme de travail	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles appuyées par le PAM, en pourcentage du nombre prévu 	
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 4: Élargissement des cadres directeurs nationaux afin d'intégrer des solutions au problème de la faim	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'augmentation des fonds alloués par les pouvoirs publics aux outils visant à remédier au problème de la faim dans les plans d'action nationaux 	Forte détermination des pouvoirs publics
Effet direct 5: Prise en main par le pays des modèles de prestation et appui du PAM dans le domaine du renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de modèles de prestation pris en main par le pays Objectif: 1	Capacité du Gouvernement à adapter les modèles

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Produit 4.1: Capacités renforcées et sensibilisation accrues grâce aux interventions et aux stages de formation organisés par le PAM	➤ Nombre d'outils visant à remédier au problème de la faim financés dans le cadre de plans d'action nationaux	Budget public suffisant
Produit 5.1: Modèles de prestation durables élaborés, mis à l'essai et évalués, et enseignements tirés partagés dans les instances nationales	➤ Nombre de modèles de prestation durables en place, par type Objectif: 1	Le modèle de remplacement est rentable et viable
Composante 2: Nutrition		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 6: Amélioration de l'état nutritionnel des femmes, des filles et des garçons ciblés	➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés âgés de 6 à 23 mois (%taille/âge inférieur à un Z score d'une valeur de -2) Objectif: 10% de réduction par an ➤ Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants ciblés âgés de 6 à 23 mois (% poids/âge inférieur à un Z score d'une valeur de -2) Objectif: 10% de réduction par an	Disponibilité de partenaires coopérants et d'experts techniques à l'appui de la mise en œuvre Disponibilité d'une assistance complémentaire (articles non alimentaires) Stabilité des filières Liens adaptés avec les services de soins de santé et les services sociaux
Effet direct 7: Niveau satisfaisant de la consommation alimentaire chez les ménages ciblés pendant la période couverte par l'assistance du PAM ¹	Score de consommation alimentaire des ménages Objectif: Score supérieur à la valeur seuil de 38,5 pour cent pour 80% des ménages ciblés ➤ Indicateur des stratégies de survie Objectif: réduction du recours à des mécanismes de survie dangereux pour 80% des communautés ciblées	
Produits 6.1/7.1: Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons ciblés	➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus	Résultats et transparence suffisants au niveau local Capacité d'exécution suffisante à l'échelle communautaire

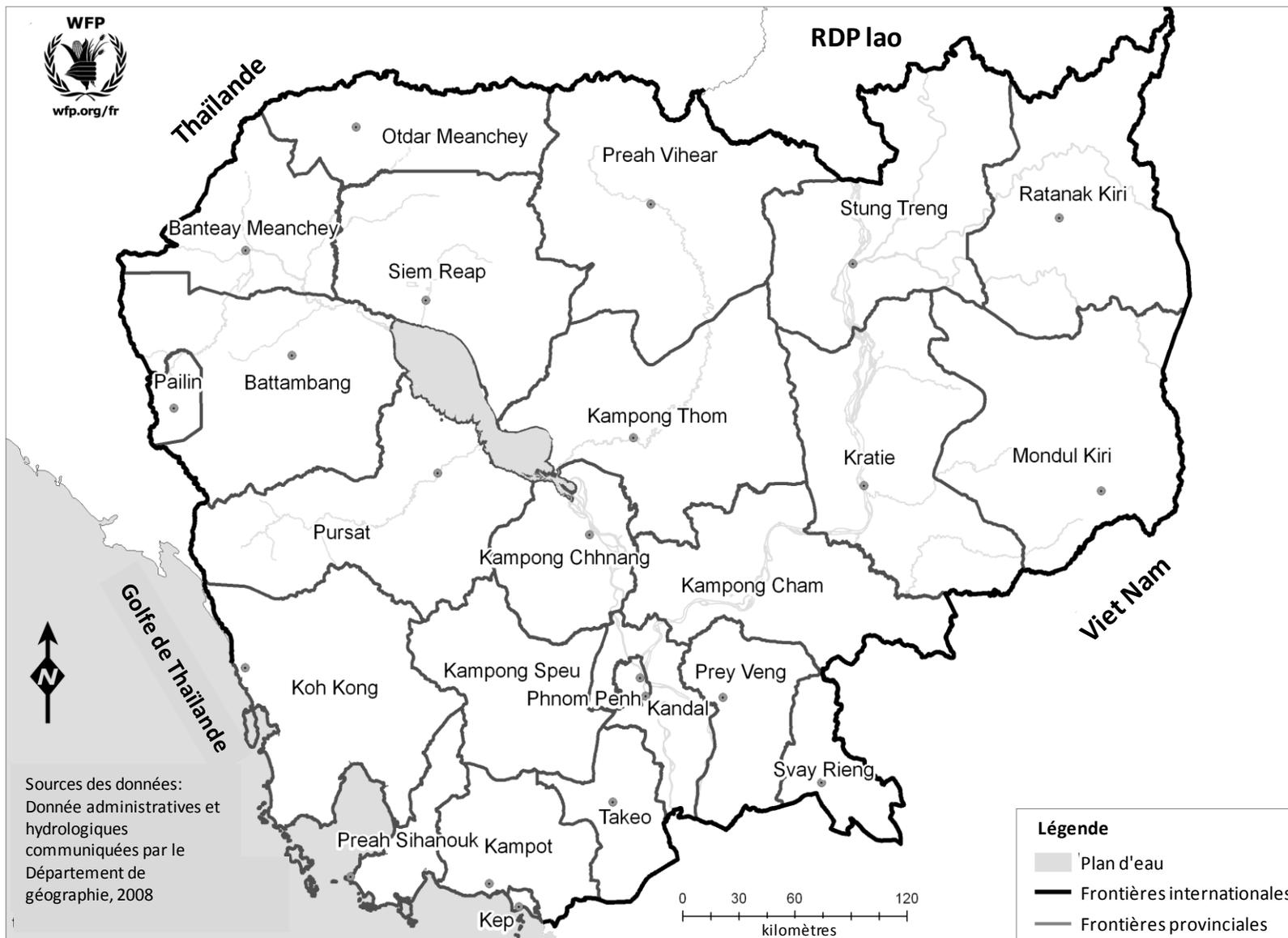


¹ Indicateur d'effet direct institutionnel pour les programmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire destinés aux PVVIH/ orphelins et autres enfants vulnérables ; indicateur d'effet direct spécifique au projet pour le programme de SNMI.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Produits 6.2/7.2: Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et dans de bonnes conditions de sécurité aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons ciblés	➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues	
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 8: Élargissement des cadres directeurs nationaux afin d'intégrer des solutions au problème de la faim	➤ Pourcentage d'augmentation des fonds alloués par les pouvoirs publics aux outils visant à remédier au problème de la faim dans les plans d'action nationaux	Forte détermination des pouvoirs publics
Produit 8.1: Capacités renforcées et sensibilisation accrue grâce aux interventions et aux stages de formation organisés par le PAM	➤ Nombre d'outils visant à remédier au problème de la faim financés dans le cadre de plans d'action nationaux	Budget public suffisant
Effet direct 9: Prise en main par le pays des modèles de prestation et appui du PAM dans le domaine du renforcement des capacités	➤ Nombre de modèles de prestation pris en main par le pays Objectif: 1	Capacité du Gouvernement à adapter les modèles
Produit 9.1: Modèles de prestation durables élaborés, mis à l'essai et évalués, et enseignements tirés partagés dans les instances nationales	➤ Nombre de modèles de prestation durables en place, par type Objectif: 1	Le modèle de remplacement est rentable et viable
Composante 3: Avoirs productifs et appui aux moyens de subsistance		
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 10: Réduction des risques de catastrophe à l'échelle communautaire dans les communautés ciblées	➤ Score des ménages en termes d'avoirs Objectif: augmentation du nombre d'avoirs utilisés pour réduire les risques et atténuer les effets des catastrophes dans 80% des ménages ciblés ➤ Score des communautés en termes d'avoirs Objectif: augmentation du nombre d'avoirs utilisés pour réduire les risques et atténuer les effets des catastrophes dans 80% des communautés ciblées	Nombre et gravité des catastrophes Disponibilité de partenaires coopérants et d'experts techniques à l'appui de la mise en œuvre
Effet direct 11: Niveau suffisant de la consommation alimentaire des ménages ciblés risquant de connaître la faim aiguë, pendant la période couverte par l'assistance du PAM	Score de consommation alimentaire des ménages Objectif: score supérieur au seuil de 38,5 pour 80% des ménages ciblés	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indicateur des stratégies de survie Objectif: réduction du recours à des mécanismes de survie dangereux pour 80% des communautés ciblées	
Produits 10.1/11.1: Avoirs servant à atténuer les effets des catastrophes créés ou remis en état par les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Avoirs permettant de réduire les risques et d'atténuer les effets des catastrophes créés ou rétablis, par type et par unité de mesure 	Engagement de la communauté, qui prend en charge les programmes
Effet direct 12: Mise en place de systèmes d'alerte précoce, de plans d'urgence et de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire et amélioration de ceux-ci avec le soutien du PAM dans le domaine du renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de préparation aux catastrophes Objectif: Indice égal ou supérieur à 7	Engagement du Gouvernement et prise en charge des outils d'information contre la faim
Produit 12.1: Mesures d'atténuation des effets des catastrophes en place, et soutien du PAM dans le domaine du renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Systèmes de réduction des risques, de préparation aux catastrophes et d'atténuation des effets de celles-ci en place, par type ➤ Nombre de membres du Gouvernement et d'homologues formés aux systèmes de suivi de la sécurité alimentaire 	Ressources humaines suffisantes Appui voulu fourni par les organismes publics
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 13: Élargissement des cadres directeurs nationaux afin d'intégrer des solutions au problème de la faim	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'augmentation des fonds alloués par les pouvoirs publics aux outils visant à remédier au problème de la faim dans les plans d'action nationaux 	Forte détermination des pouvoirs publics
Produit 13.1: Capacités renforcées et sensibilisation accrue grâce aux interventions et aux stages de formation organisés par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'outils visant à remédier au problème de la faim financés dans le cadre de plans d'action nationaux 	Budget public suffisant
Effet direct 14: Prise en main par le pays des modèles de prestation et appui du PAM dans le domaine du renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de modèles de prestation pris en charge par le pays Objectif: 1	Capacité du Gouvernement à adapter les modèles
Produit 14.1: Modèles de prestation durables élaborés, mis à l'essai et évalués, et enseignements tirés partagés dans les instances nationales	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de modèles de prestation durables en place, par type Objectif: 1	Le modèle de remplacement est rentable et viable

CARTE DU CAMBODGE



Sources des données:
Donnée administratives et
hydrologiques
communiquées par le
Département de
géographie, 2008

Légende

- Plan d'eau
- Frontières internationales
- Frontières provinciales

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PVVIH	personnes vivant avec le VIH
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
VCA	Vivres pour la création d'avoins
VCT	Vivres contre travail
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance